Ukraine : au cœur du basculement énergétique européen

Description

En frappant les centrales, les postes électriques et les installations gazières, la Russie ne cherche pas seulement à plonger l'Ukraine dans le noir. Elle transforme l'énergie en arme, multiplie les dommages environnementaux et pousse l'Union européenne à rompre avec le gaz russe. Derrière l'urgence se dessine déjà un choix : reconstruire le système d'hier ou inventer une architecture plus locale, plus robuste et plus verte.

Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, le système énergétique ukrainien n'est plus un simple dommage collatéral. Dès l'automne suivant, les frappes de missiles et de drones contre les centrales, les postes de transformation, les réseaux de chaleur et les dépôts de carburant sont devenus une campagne récurrente. Les objectifs sont militaires, économiques et psychologiques : affaiblir l'industrie, compliquer la logistique et rendre la vie quotidienne intenable, surtout en hiver.

Plonger un pays dans le noir

La vulnérabilité est à la mesure du système hérité de l'époque soviétique : puissant, centralisé et interdépendant. Avant l'invasion à grande échelle, l'Ukraine disposait d'environ 38 gigawatts de capacité de production. Selon l'Agence internationale de l'énergie, 19 GW ont été occupés, détruits ou endommagés au cours de la première année de conflit. Après la vague d'attaques du printemps 2024, il n'en restait plus que 12. Des réparations ont permis de récupérer plusieurs gigawatts, mais chaque remise en service demeure exposée à une nouvelle frappe. Les trois centrales nucléaires encore exploitées dans les zones contrôlées par Kyïv assurent à elles seules environ la moitié de la capacité de production disponible : elles stabilisent le réseau tout en concentrant une part essentielle de sa sécurité.

L'évaluation conjointe publiée en février 2026 par la Banque mondiale, l'Union européenne, les Nations unies et le gouvernement ukrainien mesure l'aggravation : les dommages subis par les actifs énergétiques ont encore progressé d'environ 21 % en 2025. La production, le transport d'électricité, la distribution, le chauffage urbain et les infrastructures gazières sont touchés simultanément. Réparer ne signifie donc plus revenir à la situation antérieure, mais maintenir un système en mouvement sous le feu.

Une décision prise dans l'urgence a évité un isolement total. Le 16 mars 2022, trois semaines après l'invasion, les réseaux électriques ukrainien et moldave ont été synchronisés avec celui de l'Europe continentale. Cette connexion permet d'importer en cas de pénurie et d'exporter lorsque la production le permet. En 2024, l'Ukraine a acheté un volume record de 4 436 GWh à ses voisins. Le câble est ainsi devenu à la fois une ligne de survie et un nouvel ancrage géopolitique.

La vie au rythme des coupures

Une panne nationale ne se résume pas seulement à l'absence de lumière. Sans électricité, les pompes à eau s'arrêtent, les réseaux mobiles faiblissent, les ascenseurs se figent, les commerces perdent leurs stocks réfrigérés et les hôpitaux basculent sur leurs groupes électrogènes. Quand le chauffage urbain et le gaz sont également visés, la coupure devient une menace directe pour la santé.

Le 23 janvier 2026, après de nouvelles frappes et à des températures descendant jusqu'à –20°C, plus d'un million d'Ukrainiens se sont retrouvés sans électricité, sans eau ni chauffage. La Commission européenne a alors envoyé 447 générateurs d'urgence ; près de 10 000 avaient déjà été livrés depuis 2022. Ces équipements assurent des services essentiels, mais ils illustrent aussi une résilience précaire, dépendante du diesel, des pièces détachées et d'une logistique internationale permanente.

Pour les habitants, la guerre énergétique impose une discipline invisible : recharger les appareils dès que le courant revient, stocker de l'eau, déplacer le travail ou les repas au rythme des délestages, trouver un lieu de refuge chauffé et connecté. Les effets sont inégaux. Les personnes âgées, malades ou handicapées, les familles modestes et les communes proches du front disposent de moins de solutions de secours. La destruction d'une sous-station située à des centaines de kilomètres peut ainsi interrompre un traitement, un cours à distance ou l'approvisionnement d'un village.

La crise sociale se double enfin d'une pollution diffuse. L'incendie d'un dépôt de carburant ou d'une installation industrielle libère des fumées toxiques ; la rupture des réseaux d'assainissement contamine les eaux ; le recours massif aux groupes électrogènes déplace les émissions au cœur des quartiers. En temps de guerre, la frontière entre l'urgence humanitaire et le dommage environnemental s'efface.

Des mégawatts perdus, des territoires contaminés

Les traces les plus durables ne sont pas toujours les plus visibles. Les explosions et les munitions dispersent du plomb, du mercure, de l'arsenic et d'autres substances susceptibles d'atteindre les sols, les nappes et, à terme, la chaîne alimentaire. Le Centre commun de recherche de la Commission européenne rappelle que l'agriculture représentait encore 11 % du PIB ukrainien et 60 % de ses exportations en 2023. La contamination s'ajoute à l'érosion et à la dégradation de terres parmi les plus fertiles d'Europe.

Les forêts constituent un autre front. En 2024, les satellites ont recensé 965 000 hectares brûlés en Ukraine, soit plus du double de la surface incendiée dans toute l'Union européenne au cours de la même année. La carte des principaux feux épouse largement la ligne de front. Les tirs favorisent les départs d'incendie ; les mines, les munitions non explosées et les combats empêchent les pompiers d'intervenir et compliquent ensuite la restauration des écosystèmes.

La rupture du barrage de Kakhovka, le 6 juin 2023, a donné une dimension régionale à cette vulnérabilité. L'inondation de l'aval, l'assèchement du réservoir et la mobilisation de sédiments pollués ont affecté l'eau potable, l'irrigation, les habitats du Dniepr et ceux de la mer Noire. Le Programme des Nations unies pour l'environnement estime qu'une partie des dommages est irréversible et que leurs effets sur les écosystèmes et la santé humaine pourraient durer des décennies.

L'étendue exacte du passif demeure pourtant difficile à établir. Les zones occupées, minées ou proches des combats échappent souvent aux prélèvements de terrain ; les stations de mesure elles-mêmes peuvent être détruites. Reconstruire exige donc aussi de restaurer les réseaux de surveillance de l'air, de l'eau, des sols et du littoral. Sans données comparables et publiques, les pollutions risquent de devenir les dettes invisibles de l'après-guerre.

Sortir du gaz russe, reconstruire autrement

Cette guerre énergétique a provoqué un basculement européen que des années de débats n'avaient pas obtenu. Entre 2018 et 2021, la Russie couvrait en moyenne plus de 40 % de la demande gazière de l'Union. En 2025, sa part était tombée à environ 13 % des importations mais représentait encore plus de 15 milliards d'euros. En janvier 2026, les Vingt-Sept ont définitivement adopté l'interdiction progressive du gaz russe : elle doit devenir complète courant 2027 pour le gaz naturel liquéfié comme pour le gaz acheminé par gazoduc.

Cette rupture réduit un levier politique majeur de Moscou. Elle ne constitue pas, à elle seule, une transition écologique. Remplacer les gazoducs russes par du gaz naturel liquéfié provenant d'autres régions diversifie les fournisseurs, mais maintient une dépendance aux combustibles fossiles, des infrastructures coûteuses et crée de nouvelles vulnérabilités. Sécurité énergétique et décarbonation ne convergent que si la baisse des importations s'accompagne d'efficacité,

d’électrification, de renouvelables et de sobriété.

L’Ukraine concentre ce dilemme. Reconstruire de grandes centrales centralisées permettrait de rétablir rapidement des volumes importants, mais recréerait des cibles faciles à identifier. L’Agence internationale de l’énergie recommande de combiner ces équipements avec des ressources distribuées : solaire, éolien, batteries, cogénération locale et petits moyens pilotables. Un réseau composé de nombreuses unités est plus difficile à paralyser d’un seul coup ; il peut aussi rapprocher la production des hôpitaux, entreprises et municipalités qui en dépendent.

Lors de la conférence sur la reconstruction de Gdańsk, en juin 2026, la Commission européenne a annoncé 100 millions d’euros de garanties destinées à stabiliser le système ukrainien, à restaurer les capacités renouvelables et à améliorer l’efficacité énergétique. L’enjeu dépasse cependant le financement. Il faudra arbitrer entre urgence et planification, centrales et micro-réseaux, protection physique et ouverture des données, coûts immédiats et pollution future.

La guerre n’a pas fait de la transition verte un « bénéfice collatéral » : elle a révélé le prix humain et stratégique de la dépendance. Elle a aussi montré que l’énergie n’est pas un secteur parmi d’autres, mais bien l’infrastructure qui permet à toutes les autres de fonctionner. En Ukraine comme dans l’Union européenne, la souveraineté énergétique se mesurera désormais moins au volume de combustible stocké qu’à la capacité des réseaux à résister, à se réparer et à se transformer sans sacrifier les territoires qu’ils doivent protéger.

Vignette : Char russe détruit au milieu de la forêt, région de Kyïv (photo libre de droit, Alex Fedorenko Unsplash).

* Estefania Granda Orozco est diplômée du Master en management durable et Impact social de l’ESSCA School of Management à Paris.

Lien vers la version anglaise de l’article.

Pour citer cet article : Estefania Granda Orozco (2026), « Ukraine : au cœur du basculement énergétique européen », *Regard sur l’Est*, 19 octobre.

DOI 10.5281/zenodo.23571217

Retour en haut de page

date créée
19/10/2026
Champs de Méta
Auteur-article : Estefania Granda Orozco*